



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
71000 Mâcon

Mâcon, le 02/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EPUR - CENTRE**

135 rue Lavoisier  
ZI Sud  
71000 Mâcon

Références : MP/VV/2025/M\_261  
Code AIOT : 0005401130

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement EPUR - CENTRE implanté 135 rue Lavoisier 71000 Mâcon. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale ayant pour objectif de lutter contre les trafics illégaux de déchet notamment par le déploiement de la filière REP (Responsabilité Elargie des Producteurs) auprès des centres VHU (Véhicules Hors d'Usage). L'inspection permet également de vérifier des points de traçabilité des déchets dans le cadre d'une action à portée régionale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPUR - CENTRE

- 135 rue Lavoisier 71000 Mâcon
- Code AIOT : 0005401130
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EPUR CENTRE exploite sur la commune de Mâcon une installation de tri/transit de déchets dangereux et non dangereux, ainsi qu'une déchetterie et une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage.

L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 6 mars 1997, modifié successivement par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires, dont le dernier en date du 15 juillet 2014 encadre le site actuel.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les stockages de bouteilles d'oxygène (comburant) se situaient à l'entrée du local dédié aux produits inflammables, ce qui constitue une non conformité en lien avec le risque d'aggravation en cas d'incendie. Par courriel du 07/11/2025, l'exploitant a transmis des photographies témoignant de l'éloignement des bouteilles d'oxygène du local de stockage des produits inflammables. L'exploitant a donc été réactif pour revenir à la conformité sur ce point.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                             | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|--|--|--|-----------------------|
| 3  | Registre des VHU                              | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44      | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Conformité des bordereaux de suivi de déchets | Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45 | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 12 | Entreposage des VHU avant dépollution         | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41       | /  | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 19 | Réorganisatio                                 | AP   | Susceptible de suites  | Demande d'action   | 1 mois                |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                     | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|---|--|--|-----------------------|
|    | n du site         | Complémentaire du 15/07/2014, article 1.6.1 |  | corrective   |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1  | Obligation de contractualisation                                       | Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26    | /  | Sans objet        |
| 2  | Obligation de reprise sans frais                                       | Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II) | /  | Sans objet        |
| 4  | Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé          | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4           | /  | Sans objet        |
| 5  | Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)                               | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13          | /  | Sans objet        |
| 7  | Vérification de la conformité de l'installation                        | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15          | /  | Sans objet        |
| 8  | Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11          | /  | Sans objet        |
| 9  | Opérations préalables de   | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article                      | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                                | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
|    | préalables de dépollution   | 02/05/2012, article Annexe 1.1                         |  |                   |
| 10 | Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules | Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2   | /  | Sans objet        |
| 11 | Transferts transfrontaliers de déchets                            | Code de l'environnement du 24/04/2024, article L541-46 | /  | Sans objet        |
| 13 | Dépollution, démontage, découpage                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42       | /  | Sans objet        |
| 14 | Gestion des batteries   | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41       | /  | Sans objet        |
| 15 | Entreposage des pneumatiques                                      | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41       | /  | Sans objet        |
| 16 | Entreposage des pièces et fluides                                 | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41       | /  | Sans objet        |
| 17 | Empilement des véhicules dépollués                                | Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41       | /  | Sans objet        |
| 18 | Conditions stockage DnD sur parcelle 124                          | AP Complémentaire du 15/07/2014, article 8.5           | Susceptible de suites  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que la gestion des VHU par le site EPUR de Mâcon respectait bien ses obligations de contractualisation avec un éco-organisme. Certains points de traçabilité des déchets doivent être améliorés comme la déclaration dans Trackdéchets des bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSD) portant sur des véhicules hors d'usage entrant sur le site. Par ailleurs, l'exploitant a modifié son installation sans en informer la préfecture et devra donc lui transmettre un dossier de porter à connaissance.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.- Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 :<br>1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ;<br>2° La dépollution des véhicules ;<br>3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté à l'inspection le contrat signé le 5 février 2025 le liant à l'Eco-Organisme « Recycler Mon Véhicule », en charge de la gestion des Véhicules Hors d'Usage (VHU) et des batteries de véhicules électriques pour le compte des producteurs de voitures particulières, de camionnettes, de véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur et de batteries de véhicules électriques.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

#### N° 2 : Obligation de reprise sans frais

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route. |
| <b>Constats :</b><br><br>Selon l'exploitant, il n'y a pas de facturation au détenteur du VHU à la prise en charge de son véhicule pour dépollution par le centre VHU. Suivant les cas de figure, le détenteur peut même être rémunéré pour l'apport de métal que constitue la prise en charge du véhicule.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 3 : Registre des VHU

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre |

hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage, la quantité de tonnes ou m<sup>3</sup>, la raison sociale et le SIRET de l'expéditeur, le code de traitement prévu
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
  
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

#### Constats :

Les registres d'entrée et de sortie présentés par l'exploitant prévoient bien le renseignement de l'ensemble des informations prévues.

**Cependant, la colonne « n° notification » n'est jamais complétée alors même que l'exploitant expédie des déchets dangereux pour traitement à l'étranger. Celui-ci indique ne gérer en propre aucune notification (cf. fiche d'inspection n° 11). Ce point constitue une non conformité.**

**Les VHU dépollués sont expédiés sous le code CED 16 01 17 (métaux ferreux) alors qu'ils devraient l'être sous le code 16 01 06 (VHU ne contenant ni liquides ni autres composants dangereux).** Cependant le registre de police permet de relier les carcasses aux VHU entrants.

Pour l'année 2024, l'exploitant a déclaré dans SYDEREP 588 tonnes de VHU entrant contre 362 tonnes dans GERE. L'exploitant explique avoir changé de logiciel de gestion en avril 2024. La déclaration GERE a été effectuée à partir du nouveau logiciel (NESSY) alors que la déclaration SYDEREP est issue de leur logiciel Opisto qui a couvert toute l'année. **L'exploitant devra être attentif à la cohérence entre les prochaines déclarations.**

L'inspection interroge l'exploitant concernant la déclaration GERE 2024 où il est indiqué que 3,6 tonnes de VHU non dépollués ont été expédiés à l'entreprise SAGE à Neschers (63320). L'exploitant indique n'envoyer que des pneumatiques à cette entreprise. En effet, le registre sortant 2024 comprend plusieurs envois de pneumatiques à cette société, dont un envoi de 3,6 t correspondant à la ligne GERE. Il s'agit donc vraisemblablement d'une erreur de code lors de la déclaration. **Encore une fois l'exploitant devra être attentif à la cohérence entre les prochaines déclarations.**

L'inspection interroge l'exploitant concernant la réception d'éventuels transformateurs pollués au PCB. L'exploitant affirme ne pas en récupérer mais GERE fait état de plusieurs apports pour un total de 61 t. Selon l'exploitant il s'agirait en fait de pots catalytiques. La consultation de l'outil NESSY (outil informatique utilisé par l'exploitant) permet de constater que le code déchet 16 02 13\* est en effet associé à la dénomination « pots catalytiques ». Il s'agit d'une erreur de

|  |
|--|
| <p>paramétrage. L'exploitant a présenté à l'inspection la facture du 31/05/2024 attestant que des pots catalytiques avaient bien été envoyés à la société Hensel Recycling (21110 Bretennière), entreprise autorisée à récupérer ces déchets.</p> <p>A l'issue de l'inspection et par courriel du 07/11/2025, l'exploitant fait parvenir à l'inspection une copie d'écran montrant que le logiciel a été modifié et associe désormais bien le code 16 08 01 aux pots catalytiques.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>La colonne du numéro de notification doit être complétée pour chaque déchet dangereux envoyé à l'étranger.</b></p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>   |

**N° 4 : Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;</li> <li>- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Selon les informations consultées dans SYDEREP, en 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 408 carcasses ont été envoyées chez ACYCLEA à Saint Apollinaire (21850) ;</li> <li>- 107 carcasses ont été envoyées chez PRAXY CENTRE à Issoire (63500).</li> </ul> <p>Ces deux établissements sont bien autorisés pour le broyage des véhicules dépollués.<br/>L'exploitant précise à l'inspection que certains véhicules sont envoyés « pour pièces » à ACYCLEA sans dépollution.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 5 : Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13</p> |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>                              |



|  |
|--|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de police a été présenté à l'inspection. Par sondage, il a été demandé à l'exploitant de présenter les bordereaux correspondant aux lignes n<sup>os</sup> 8963 et 9029 du tableur. Ce contrôle n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 6 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R541-45</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité déchets dangereux – Trackéchets</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...)</p> <p>Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A la lecture de certains BSD consultés sur Trackdéchets, il apparaît que plusieurs n'ont pas été visés en réception. Par échantillonnage, l'inspection consulte le BSD-20241206-WG3BNZJMQ concernant des batteries. Celui-ci, signé par l'expéditeur et le transporteur le 09/12/2024, n'est signé ni en case réception, ni en case réalisation de l'opération.</p> <p>L'inspection rappelle que l'article R541-45 prescrit notamment « Si, dans le mois suivant la date</p>   |

|   |
|---|
| <p>prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu la mise à jour du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause. » <b>Or, aucun avis n'a été transmis à l'inspection, ce qui constitue une non conformité.</b></p> <p>D'après la base de données SYDEREP, 335 VHU ont été apportés par des professionnels en 2024. <b>Or, aucun VHU entrant ne fait l'objet d'un bordereau dans l'outil Trackdéchets, ce qui constitue une non conformité.</b></p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit créer des BSD sous Trackdéchets pour l'ensemble des VHU non dépollués apportés sur le site, à l'exception de ceux déposés par des particuliers.</b><br/> <b>Par ailleurs, il appartient à l'exploitant de vérifier la bonne réception et le bon traitement des déchets qu'il expédie.</b></p> <p>A noter, à l'issue de l'inspection et par courriel du 07/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'action dans lequel il affirme avoir informé la personne en charge des réceptions. Il précise qu'il a également transmis l'information aux autres sites du groupe. Ce point pourra être contrôlé lors de futures inspections.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois   |

**N° 7 : Vérification de la conformité de l'installation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Dans le cadre de la préparation de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel en date du 24/10/2025 le rapport de vérification établi par la société CERTINORMES (accréditée selon la norme ISO 14001 pour le système de management de l'environnement) et faisant suite à l'audit du 21/08/2025. <b>Ce rapport ne relève qu'une seule non conformité : l'absence de preuve d'envoi du rapport au Préfet.</b></p> <p>A l'issue de l'inspection et par courriel du 07/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie du courrier d'envoi à la préfecture et de l'accusé de réception, permettant de lever la non conformité.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

**N° 8 : Taux de réutilisation et recyclage minimum des matériaux issus des VHU**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.11   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés ; |
| <b>Constats :</b><br><br>Selon les informations relevées dans SYDEREP, l'établissement atteint les résultats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- taux de réutilisation et recyclage : 4,42 % ;</li><li>- taux de réutilisation et de valorisation : 5,32 %.</li></ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 9 : Opérations préalables de dépollution**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : <ul style="list-style-type: none"><li>- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;</li><li>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;</li><li>- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li><li>- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;</li><li>- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;</li><li>- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;</li><li>- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;</li><li>- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.</li></ul> |

|   |
|---|
|   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que seuls 2 opérateurs sont dédiés à l'activité VHU dont 1 portant l'attestation de capacité et qui s'occupe de la récupération des fluides frigorigènes. D'après l'exploitant, les opérations incluent bien toutes les étapes prévues. La station de dépollution intègre des contenants pour les différents fluides. L'exploitant précise qu'il ne retrouve pas d'éléments contenant des PCB/PCT ou du mercure. Environ 300 VHU ont déjà été dépollués depuis début 2025.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 10 : Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les éléments suivants sont extraits du véhicule :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;</li> <li>- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;</li> <li>- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique retirer les pare-chocs, les pneus et les pare-brises. Il précise que, pour les véhicules trop dégradés, certains de ces éléments ne peuvent pas être retirés. Il précise que les tableaux de bord ne sont pas retirés, mais que ces éléments sont séparés lors du broyage. L'exploitant appuie son propos sur les statistiques déclarées sur Syderep par le broyeur ACYCLEA, montrant bien qu'une partie au moins des verres et plastiques est séparé lors du broyage.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 11 : Transferts transfrontaliers de déchets**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/04/2024, article L541-46</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Transferts transfrontaliers de déchets</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Est puni de quatre ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende le fait de :<br/>[...]<br/>11° a) De procéder ou faire procéder à un transfert de déchets sans avoir notifié ce transfert aux autorités compétentes françaises ou étrangères ou sans avoir obtenu le consentement préalable</p> |

|  |
|--|
| desdites autorités alors que cette notification et ce consentement sont requis ;<br>...  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le registre des déchets sortant fait état d'exports de batteries vers l'Espagne, mais aucune notification de transfert transfrontalier de déchet n'est associée.<br>L'exploitant indique ne gérer en propre aucune notification, mais pas courriel du 18/11/2025, il a fourni à l'inspection un exemple de document de transport attestant que les exports sont couverts par la notification n° FR 2024 071006, portée par la société International Metal Supply. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

**N° 12 : Entreposage des VHU avant dépollution**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :<br>Les véhicules accidentés ou présentant un risque d'incendie, entiers ou non, sont entreposés dans une zone de stockage temporaire jusqu'au retrait des batteries de puissance et des batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage. Les autres véhicules ne peuvent être entreposés dans une zone de stockage temporaire.<br>L'empilement des véhicules terrestres hors d'usage est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).<br>Les véhicules terrestres hors d'usage non dépollués ne sont pas entreposés plus de six mois.<br>[...]<br>La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation. Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, 2 véhicules étaient en attente de dépollution, ceux-ci étaient stockés sur un sol imperméable. <b>Cependant, ces véhicules étaient stockés à proximité directe de la zone de dépollution et d'autres stockages (pneus, batteries, ...). Ce point constitue une non conformité.</b>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant doit reconfigurer sa zone VHU pour respecter les distances d'éloignement.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois  |

**N° 13 : Dépollution, démontage, découpage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 42 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain                              |

|   |
|---|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dépollution, démontage et découpage.<br/> L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries ...<br/> II. Opérations après dépollution :<br/> L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres. Ces opérations ne s'effectuent que sur des véhicules dépollués.<br/> Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'aire de dépollution consiste en un conteneur mobile de dépollution couvert et fermé. Celui-ci est équipé de rétention et, lors de l'ouverture du conteneur (nécessaire à l'activité), la paroi latérale se positionne au-dessus de la station, permettant ainsi à la fois une protection contre les intempéries et une bonne aération de la zone.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 14 : Gestion des batteries

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution :<br/> [...]<br/> L'opération d'enlèvement de la batterie est réalisée selon les modalités suivantes :<br/> - pour tous les véhicules hors d'usage, la batterie de démarrage, d'éclairage et d'allumage est déconnectée dès réception du véhicule hors d'usage puis enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;<br/> - un contrôle de sécurité des batteries de puissance est réalisé immédiatement par du personnel habilité, puis celle-ci est enlevée dudit véhicule hors d'usage dans le premier mois de son entreposage ;<br/> - pour les véhicules hors d'usage accidentés :<br/> - les batteries de démarrage, d'éclairage et d'allumage et les batteries de puissance sont retirées avant la fin du premier jour ouvré suivant la réception, sauf si le démontage de la batterie est impossible en moins de quatre heures ;<br/> - après enlèvement, les batteries issues de ces véhicules hors d'usage sont stockées séparément des autres batteries.<br/> [...]</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant confirme que la première opération de dépollution effectuée consiste à retirer les batteries.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 15 : Entreposage des pneumatiques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>II. Entreposage des pneumatiques :<br>Les pneumatiques retirés des véhicules sont entreposés dans une zone dédiée de l'installation. La quantité maximale entreposée ne dépasse pas 300 m <sup>3</sup> et dans tous les cas la hauteur de stockage ne dépasse pas 3 mètres.<br>L'entreposage est réalisé dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. Si la quantité de pneumatiques stockés est supérieure à 100 m <sup>3</sup> , la zone d'entreposage est à au moins 6 mètres des autres zones de l'installation. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite des installations, la quantité de pneumatiques observée semblait dépasser le seuil de 30 m <sup>3</sup> prescrit dans l'arrêté préfectoral. Par courriel du 07/11/2025, <b>l'exploitant confirme que le volume présent en stock était de 90 m<sup>3</sup>, ce qui constitue une non conformité.</b><br>Cependant, l'exploitant a transmis par le même courriel une commande Aliapur pour l'enlèvement de 300 pneus d'ici au 18/11/2025.<br><b>La non conformité est donc levée.</b>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 16 : Entreposage des pièces et fluides

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>III. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage :<br>Toutes les pièces et fluides issues de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries.<br>Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des véhicules terrestres hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement...) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.<br>Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.<br>Les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.<br>Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau, et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.<br>Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du risque. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.<br>Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.<br>L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel. |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne récupère pas les pièces, mais les broyeurs demandent à se faire envoyer certains modèles de véhicules en l'état afin de pouvoir récupérer les pièces.</p> <p>Les fluides sont stockés dans des contenants étanches associés au conteneur mobile de dépollution.</p> <p>L'exploitant indique ne pas constater la présence de filtres et les condensateurs contenant des PCB ou PCT lors de la dépollution des véhicules.</p> <p>Les batteries sont conservées dans des fûts étanches fermés.</p> <p>L'exploitant précise ne pas récupérer les batteries au lithium, cependant il en retrouve parfois dans des chargements de métaux et les conserve dans un bidon avec de la vermiculite.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 17 : Empilement des véhicules dépollués**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 41</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Visite terrain</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution :</p> <p>Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.</p> <p>Une zone accessible au public peut être aménagée pour permettre le démontage de pièces sur les véhicules dépollués. Dans cette zone, les véhicules ne sont pas superposés. Le démontage s'opère pendant les heures d'ouverture de l'installation. Des équipements de protection adéquates (gants, lunettes, chaussures...) sont mis à la disposition du public.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La dépollution de VHU est une activité mineure du site. L'inspection n'a pas constaté de véhicules empilés.</p> <p>Le site n'a pas mis en place de zone accessible au public pour la récupération de pièces.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 18 : Conditions stockage DnD sur parcelle 124**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/07/2014, article 8.5</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions d'exploitation des déchets non dangereux</p>  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chapitre 8.5 :</p> <p>« [...] Les aires de réception, de stockage, de tri, de transit et de regroupement des métaux ou</p>  |



déchets de métaux doivent être distinctes et clairement repérées. L'entreposage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.[...] »

Non conformité suite à la VI du 28/09/2020 :

On constate que la société EPUR CENTRE stocke des pièces métalliques volumineuses sur une partie de l'établissement en friche, non aménagé (partie de terrain sur laquelle il y avait eu un remblai évacué depuis).

Évacuer les déchets métalliques et ne réaliser aucune activité sur la parcelle 124 tant que celle-ci n'a pas fait l'objet d'un aménagement adéquat tel qu'autorisé par l'arrêté préfectoral n°2014196-0015 du 15/07/2014.

#### Constats :

La parcelle 124 a été étanchéifiée. La zone de dépollution des VHU ainsi que plusieurs entreposages associés se situent d'ailleurs sur cette parcelle. Le site s'est en effet réorganisé avec la construction d'un nouveau bâtiment (ouvert sur une face) sur la parcelle 115.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 19 : Réorganisation du site

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/07/2014, article 1.6.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Modifications

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

Art. 1.6.1 :

« Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Obs suite à la VI du 28/09/2020 :

« La réorganisation de l'établissement suite à la réfection de la dalle et des réseaux d'évacuation des eaux pluviales ainsi que le devenir de la parcelle 124 nécessiteront la réalisation d'un porter à connaissance. »

#### Constats :

Par courriel du 26/04/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les informations suivantes :

*"Nous avons donc enfin eu le retour de l'appel d'offre sur lequel reposait en grande partie la réorganisation du site. La réponse étant positive nous allons donc comme évoqué avec vous travailler sur l'aménagement de la parcelle jouxtant notre zone d'exploitation actuelle.*

*Nous avons une première réunion de travail avec l'entreprise que nous avons choisie pour la réalisation des travaux dans le courant du mois de mai. Nous devrions savoir au début de l'été le calendrier de réalisation des travaux que nous vous communiquerons dès que nous en aurons connaissance.*

*Bien entendu, nous vous adresserons un porter à connaissance sur la réorganisation du site et je ferai un nouveau scénario incendie par un bureau d'études afin de valider cette organisation."*

Les travaux ont été réalisés (cf point de contrôle précédent). **Cependant, aucun dossier de porter à connaissance n'a été transmis à la préfecture, ce qui constitue une non conformité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à la préfecture un dossier de porter à connaissance concernant les modifications d'activité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois